

Avis n° 03-914
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 24 juillet 2003
sur la décision tarifaire n° 2003050 de France Télécom
relative à la généralisation du service « Maintien du Numéro »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 27 juin 2003 ;

Après en avoir délibéré le 24 juillet 2003 ;

1. L'objet de la décision tarifaire

La présente décision tarifaire a pour objet la généralisation du service « Maintien du Numéro » pour les clients disposant d'une ligne analogique isolée et pour les clients disposant de lignes analogiques groupées et Numéris.

Ce service est actuellement expérimenté :

- dans le ressort des directions régionales de France Télécom de Paris et de Bordeaux pour les clients disposant d'une ligne analogique isolée ;
- dans le ressort de la direction régionale de France Télécom de Paris pour les clients disposant de lignes analogiques groupées et Numéris.

Le service « Maintien du Numéro » permet au client, dans le cas d'un déménagement, de garder son numéro si ce déménagement se produit au sein de la même Zone de Numérotation Elémentaire (ZNE).

Dans le cadre de la généralisation de cette nouvelle offre, la tarification du service pour le numéro maintenu par rapport à celle de la phase expérimentale est modifiée comme suit :

- passage de 12,54 € hors taxes (15 € TTC) à 20,90 € hors taxes (25 € TTC) pour une ligne analogique isolée ;
- passage de 23 € hors taxes (27,51 € TTC) à 40 € hors taxes (47,84 TTC) pour des lignes analogiques groupées et Numéris.

2. L'analyse de l'Autorité

Dans le cadre de la généralisation du service « Maintien du Numéro », par comparaison aux tarifs initiaux se rapportant à la phase de l'expérimentation de ce même service, l'évolution tarifaire proposée par France Télécom se traduit par une hausse de l'ordre de 70% pour chacune des catégories de lignes téléphoniques concernées.

Pour expliquer cette hausse tarifaire, France Télécom a transmis un bilan de l'expérimentation sur la seule Direction Régionale de Paris. La mise en place pilote a permis de mieux cerner le niveau des coûts¹, ce qui justifie, d'après France Télécom, de revoir à la hausse, pour la généralisation de l'offre, les tarifs du service « Maintien du numéro ».

L'Autorité note que le compte d'exploitation prévisionnel fourni par France Télécom sur la période 2003-2005 fait apparaître annuellement un résultat d'exploitation positif dès la première année, et ce au demeurant avec un taux de marge significatif. Elle constate également au regard des données des éléments de coûts fournis que le compte d'exploitation prévisionnel serait resté équilibré si la tarification appliquée lors de l'expérimentation du service « Maintien du Numéro » avait été maintenue.

Elle rappelle que lors du lancement de cette expérimentation² au début de l'année 2003, elle avait demandé à France Télécom d'étudier l'application de cette offre aux numéros portés vers les réseaux d'opérateurs tiers de boucles locales, sous réserve d'un accord avec les opérateurs concernés. A ce sujet, elle note que France Télécom a transmis un courrier aux opérateurs tiers de boucles locales (UPC, Siris, Noos, MCI Worldcom, LDCOM, Estel, Free, Completel, Colt, Cegetel) pour leur indiquer qu'elle était prête à faire évoluer, dans la convention d'interconnexion signée entre France Télécom et ces opérateurs, la section relative à la portabilité des numéros géographiques fixes, de façon à étendre au cas des changements d'adresse les possibilités de portabilité des numéros entre opérateurs.

Concernant le service de présélection, l'Autorité souligne que France Télécom s'est engagée à assurer le maintien de la présélection dans les cas de déménagement du client lorsque ce dernier a souscrit au service « Maintien du Numéro ».

Dés lors, lorsque France Télécom informe son client des conditions du maintien à sa nouvelle adresse des services de France Télécom auxquels il avait souscrit à son ancienne adresse, l'Autorité estime nécessaire que France Télécom informe également le client du maintien par défaut des services de sélection appel par appel et de présélection auxquels le client aurait éventuellement souscrit.

Elle invite également France Télécom à ce que, dans l'intérêt du client, celui-ci soit invité à prendre contact avec le service clientèle de ces opérateurs pour procéder à une mise à jour de ses coordonnées, à l'instar de la pratique d'information adoptée par France Télécom auprès des clients qui déménagent concernant les contrats auxquels ils ont souscrit auprès de ses filiales Orange et Wanadoo et auprès d'autres fournisseurs d'accès à Internet.

¹ Les coûts de placement et de mise en service sont plus élevés que ceux initialement prévus lors de l'expérimentation.

² Avis n° 03-15 en date du 7 janvier 2003

Au regard du niveau de prix élevé que France Télécom propose de pratiquer, qui n'est pas justifié par les coûts, l'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2003050 de France Télécom. Par contre, soucieuse de ne pas priver les consommateurs de cette faculté nouvelle, elle ne s'oppose pas à une prolongation ou à une extension de l'expérimentation aux tarifs actuels.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 2003

Le Président

Paul Champsaur

© Autorité de régulation des télécommunications - Juillet 2003
7, Square Max Hymans - 75730 PARIS Cedex 15
Téléphone : +33 1 40 47 70 00 - Télécopie : +33 1 40 47 71 98